

**COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE**

# Pourquoi l'inflation demeure-t-elle plus persistante au Québec?

Par Hélène Bégin, économiste principale

Alors que le taux d'inflation au Canada a effectué un retour aux environs de 3 % depuis juin, celui du Québec demeure coincé à un niveau plus élevé. La variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) a atteint 3,9 % en juillet dans la province, comparativement à 3,3 % au pays. Même si une légère différence survient parfois entre les deux pendant quelques mois, l'écart s'est creusé depuis le début de 2023 (graphique 1). Le taux d'inflation du Québec s'avère même le plus rapide parmi toutes les provinces. Qu'est-ce qui explique cette différence? Cette situation se maintiendra-t-elle à court terme?

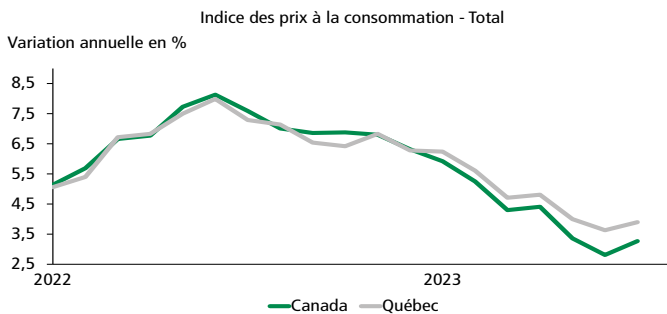
Les pressions à l'échelle mondiale qui s'atténuent du côté à la fois des prix de l'énergie et des chaînes d'approvisionnement ont un écho à travers le Canada. Le taux d'inflation des prix de l'énergie s'est rapidement essoufflé et a même basculé en zone négative depuis le printemps dernier. En juillet, la diminution sur un an se chiffrait à 15 % au Québec et au Canada. Cela a ainsi permis d'alléger les coûts de production et de transport dans d'autres secteurs.

Le rétablissement des chaînes d'approvisionnement mondiales modère également la hausse des prix de nombreux biens. Les commerçants à travers le pays ont reconstitué leurs inventaires, qui étaient à un niveau anormalement bas pendant la pandémie. La disponibilité de la plupart des produits s'améliore alors que la demande des consommateurs commence à s'essouffler. Le taux d'inflation des biens en juillet se chiffrait à 2,5 % au Québec et à 2,3 % au Canada, alors qu'il avoisinait 6,5 % en début d'année.

## L'inflation des services reste élevée

Un écart significatif avec la moyenne nationale persiste toutefois du côté des services (graphique 2). Au Québec, le taux d'inflation

**GRAPHIQUE 1**  
Le taux d'inflation a moins ralenti au Québec depuis le début de 2023 et l'écart avec le Canada s'est creusé

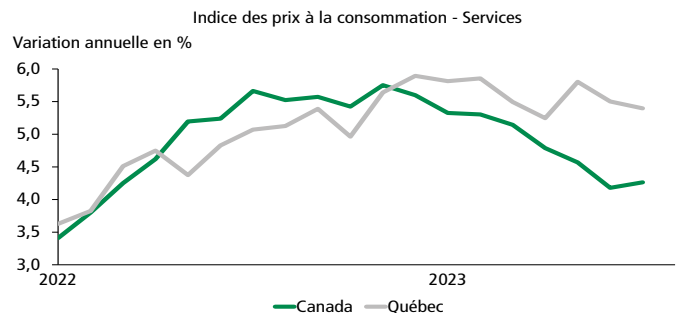


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

## Facteurs internationaux : effet sur le prix des biens

Au Québec comme ailleurs au Canada, l'augmentation annuelle du prix des biens a culminé autour de 10 % vers la mi-2022. Comme démontré dans un récent *Point de vue économique*, les facteurs internationaux qui exerçaient de vives pressions sur le prix des biens ont alors joué un rôle important. Celles-ci se sont toutefois apaisées, ce qui a contribué à la nette décélération du taux d'inflation dans le secteur des biens.

**GRAPHIQUE 2**  
Le taux d'inflation dans les services demeure très élevé au Québec



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

**TABLE DES MATIÈRES**

Réflexions de la semaine..... 1 À surveiller ..... 3 Indicateurs économiques..... 5

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2023, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

de ce secteur a atteint 5,4 % en juillet, soit une hausse presque aussi élevée que celle de 5,8 % en janvier. Peu de progrès ont donc été réalisés dans la province depuis le début de 2023. Au Canada, le rythme a ralenti de 6,3 % à 4,3 % pendant la même période. Considérant qu'environ le tiers des prix des services repose habituellement sur les coûts de main-d'œuvre, la forte progression des salaires au Québec a probablement joué un rôle dans plusieurs catégories de services. De plus, les fermetures pendant la pandémie ont été plus fréquentes et prolongées au Québec, ce qui a fragilisé plusieurs types de commerces. Les prix demandés aux clients ont dû être ajustés en conséquence afin de maintenir une certaine rentabilité des établissements, notamment dans le secteur de la restauration.

Du côté de la demande, les dépenses en services se sont fortement accélérées au Québec au cours de l'année 2022. Le soutien financier gouvernemental plus généreux que dans les autres provinces ainsi que la hausse de 4,1 % de la rémunération hebdomadaire moyenne ont permis au revenu personnel après impôts et inflation de croître de 1,6 % en 2022 au Québec, comparativement à une baisse de 0,4 % au Canada. Les dépenses en services ont ainsi augmenté plus rapidement, ce qui a exercé une pression additionnelle sur les prix dans la province. Le secteur des biens n'a pas bénéficié de cet effet stimulant puisque ce type de dépenses s'est refroidi après l'essor fulgurant observé pendant la pandémie.

Ces facteurs ont toutefois moins d'influence sur les prix de certaines catégories, notamment le logement, qui est la plus importante composante qui entre dans le calcul de l'IPC. Celle-ci représente un poids de près de 30 % dans les dépenses des ménages canadiens. Le taux d'inflation de la composante logement maintient un rythme plus élevé au Québec, soit 5,7 % en juillet, comparativement à 5,1 % au Canada. Depuis un an, la flambée des coûts d'intérêt hypothécaires, qui avoisine 30 %, ainsi que les augmentations des loyers d'environ 5,5 % affectent les propriétaires et les locataires dans la province et au pays. La hausse plus rapide de l'IPC logement au Québec est toutefois attribuable aux différents coûts relatifs pour les propriétaires comme les assurances habitation ainsi que les frais d'entretien et de réparation.

Le prix des aliments continue aussi d'augmenter plus fortement au Québec. Alors que la hausse avoisinait 10 % en début d'année au Québec et au Canada, elle a respectivement atteint 9,4 % et 7,8 % en juillet. La différence repose sur les prix des aliments achetés en magasin et aussi sur ceux commandés dans les restaurants. La composante aliments de l'IPC compte pour 16,1 % des dépenses des ménages canadiens et contribue à maintenir le taux d'inflation total plus élevé dans la province.

Par ailleurs, les prix des services de garde ont diminué de façon importante au pays, soit d'environ 20 % depuis un an, en raison de la mise sur pied du programme national. Cet effet n'est pas présent au Québec, lequel dispose d'un réseau de garderies

subventionnées depuis une vingtaine d'années. Cet élément permet de réduire la pression à la hausse sur le coût de la vie des familles au Canada.

### Les dépenses non essentielles

Les dépenses en loisirs comptent pour environ 10 % du total du panier de consommation de l'IPC au Canada. Parmi celles-ci, trois types de dépenses non essentielles ont encore enregistré de fortes croissances annuelles de l'IPC en juillet au Québec : l'achat et l'utilisation de véhicules de loisirs (+4,3 %), les équipements et les services de divertissement pour le foyer (+6,1 %) ainsi que les services culturels et récréatifs (+4,8 %). Depuis plusieurs mois, les hausses sont nettement plus élevées qu'au Canada pour ces catégories.

La marge de manœuvre financière des Québécois, qui est moins limitée que dans certaines provinces, pourrait avoir stimulé davantage la demande de biens discrétionnaires et, par conséquent, les prix. Malgré la récente détérioration, le taux d'endettement se situe nettement sous la moyenne canadienne et le taux d'épargne demeure plus élevé. Selon [Statistique Canada](#), l'épargne accumulée est concentrée dans les ménages se situant dans les tranches supérieures de revenus. Or, ceux-ci consacrent habituellement une part plus importante de leur budget aux dépenses non essentielles. Malgré le contexte de forte inflation et de taux d'intérêt élevés, les dépenses en loisirs ont réussi à maintenir une certaine vigueur au Québec et les salaires ont progressé plus fortement que dans l'ensemble des secteurs, exerçant une pression plus forte sur les prix.

### Conclusion : cette situation se maintiendra-t-elle à court terme?

Les facteurs qui ont contribué à maintenir l'inflation plus élevée au Québec depuis plusieurs mois devraient s'estomper graduellement. D'une part, la détérioration du marché du travail semble amorcée et les hausses de salaire ont récemment ralenti en deçà de la moyenne canadienne. Ensuite, le taux d'épargne diminue rapidement après avoir été gonflé par les mesures de soutien gouvernemental l'an passé. De plus, les revenus après impôts et inflation devraient fléchir en 2023, ce qui mettra un terme à la progression des dernières années. Certaines dépenses, notamment celles qui sont non essentielles, seront assurément comprimées dans un contexte où les taux d'intérêt élevés grugent une part croissante du budget des ménages. Finalement, la faiblesse assez généralisée de l'économie du Québec, qui se manifeste plus tôt que celle attendue au Canada, devrait atténuer la pression sur les prix prochainement. Par conséquent, le taux d'inflation de la province ne devrait pas tarder à converger vers la moyenne nationale.

## À surveiller

Par Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne, Tiago Figueiredo, associé – stratégie macroéconomique, Marc Desormeaux, économiste principal, et Francis Généreux, économiste principal

MARDI 29 août - 9:00

<b>Juin</b>	a/a
Consensus	nd
Desjardins	-1,70 %
<b>Mai</b>	<b>-1,70 %</b>

MARDI 29 août - 10:00

<b>Août</b>	
Consensus	116,3
Desjardins	110,0
<b>Juillet</b>	<b>117,0</b>

JEUDI 31 août - 8:30

<b>Juillet</b>	m/m
Consensus	0,7 %
Desjardins	0,6 %
<b>Juin</b>	<b>0,5 %</b>

VENDREDI 1 septembre - 8:30

<b>Août</b>	
Consensus	170 000
Desjardins	155 000
<b>Juillet</b>	<b>187 000</b>

VENDREDI 1 septembre - 10:00

<b>Août</b>	
Consensus	47,0
Desjardins	47,0
<b>Juillet</b>	<b>46,4</b>

### ÉTATS-UNIS

**Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons existantes (juin)** – Après avoir cumulé les baisses mensuelles au cours du second semestre de 2022 et jusqu'en janvier 2023, l'indice S&P/Case-Shiller affiche plutôt des hausses depuis février. On s'attend à un autre gain mensuel en juin, soit de 0,6 %. Cela laisserait la variation annuelle à -1,7 %. Le récent rebond des taux d'intérêt hypothécaires devrait cependant ramener des baisses de prix sur le marché de la revente plus tard au cours de l'été.

**Indice de confiance des consommateurs du Conference Board (août)** – L'indice de confiance du Conference Board a gagné 14,5 points depuis le récent creux de mai. Il serait étonnant que cette bonne performance perdure en août. La hausse de près de 10 % des prix de l'essence depuis le début de juillet, jumelée à la baisse des cours boursiers et à l'augmentation des taux d'intérêt hypothécaires, suggère un ressac de l'humeur des ménages. Les indices de l'Université du Michigan et TIPP ont d'ailleurs entamé de légères baisses en août. On s'attend donc à une détérioration de l'indice de confiance du Conference Board, qui pourrait passer à 110,0.

**Dépenses de consommation (juillet)** – La consommation réelle a connu en juin une hausse de 0,4 % provenant surtout d'un rebond de la consommation de biens durables. On s'attend à une hausse semblable pour le mois de juillet grâce, cette fois-ci, à de meilleures performances de la consommation de biens non durables et de services. C'est ce que signale l'évolution des ventes au détail. On peut aussi prévoir une forte croissance de la consommation d'énergie causée par la demande de climatisation provenant du temps anormalement chaud. En terme nominal, la consommation devrait afficher une hausse de 0,6 %.

**Création d'emplois selon les entreprises (août)** – La création d'emplois est demeurée stable entre juin (185 000) et juillet (187 000). Ces deux gains mensuels se montrent toutefois plus lents que la moyenne de 287 000 obtenue lors des cinq premiers mois de l'année. On s'attend à un nouveau ralentissement pour le mois de juillet. Les demandes d'assurance-chômage ont d'ailleurs augmenté en août par rapport à juillet. Le nombre de postes affichés est aussi en baisse depuis le début de l'année. Un résultat vers les 150 000 nouveaux emplois est probable. Le taux de chômage devrait demeurer à 3,5 %.

**Indice ISM manufacturier (août)** – L'ISM manufacturier évolue entre 46,0 et 48,0 depuis le début de l'année. Après avoir diminué à un récent creux de 46,0 en juin, il a légèrement remonté à 46,4 en juillet, ce qui demeure très faible. On s'attend cependant à ce qu'il continue de grimper modestement en août. C'est le signal procuré par les mouvements des indices manufacturiers régionaux publiés jusqu'à maintenant. Ceux-ci offrent cependant des portraits très divergents (l'indice Empire a chuté de 20,1 points en août, alors que celui de la Fed de Philadelphie en a gagné 25,5), ce qui suggère une certaine volatilité qui rend les prévisions plus difficiles. On s'attend tout de même à ce que l'ISM manufacturier passe à 47,0.

**JEUDI 31 août - 8:30**

<b>T2 2023</b>	<b>G\$</b>
Consensus	-11,20
Desjardins	-12,80
<b>T1 2023</b>	<b>-6,17</b>

 **VENDREDI 1 septembre - 8:30**

<b>T2 2023</b>	<b>taux ann.</b>
Consensus	1,2 %
Desjardins	1,4 %
<b>T1 2023</b>	<b>3,1 %</b>

 **VENDREDI 1 septembre - 8:30**

<b>Juin</b>	<b>m/m</b>
Consensus	-0,2 %
Desjardins	-0,1 %
<b>Mai</b>	<b>0,3 %</b>

**MERCREDI 30 août - 21:30**

<b>Août</b>	
Consensus	49,1
<b>Juillet</b>	<b>49,3</b>

**JEUDI 31 août - 5:00**

<b>Août</b>	<b>a/a</b>
Consensus	5,1 %
<b>Juillet</b>	<b>5,3 %</b>

**CANADA**

**Solde du compte courant (T2)** – Le déficit du compte courant du Canada devrait s'accroître davantage au T2 2023 pour s'établir à -12,8 G\$, contre -6,2 G\$ au T1. Cela reflète en grande partie une nouvelle détérioration du solde commercial du Canada au deuxième trimestre ainsi qu'une baisse désaisonnalisée des prix du pétrole. Toutefois, le rebond de la valeur des actions au T2 a probablement offert une légère compensation en stimulant les revenus de placement. Un déficit du compte courant de cette ampleur serait le plus important depuis le T3 2020, sans toutefois être en rupture avec la tendance prépandémique.

**PIB réel selon les dépenses (T2)** – La croissance du PIB réel devrait avoir ralenti au T2 2023, passant probablement à 1,4 % sur une base trimestrielle annualisée. Elle était de 3,1 % au T1. La diminution du rythme d'accumulation des stocks pourrait expliquer en grande partie ce refroidissement, car les volumes des stocks des secteurs de la fabrication et de la vente de gros ont connu une progression plus modeste que celle du trimestre précédent. De plus, les importations réelles sont globalement demeurées stables au T2. Les volumes d'exportations ont pour leur part légèrement augmenté, mais dans une moindre mesure que lors de leur poussée du T1. En dépit de la faiblesse des stocks et du commerce international, la demande intérieure devrait afficher une solide progression au T2. Les investissements devraient jouer un rôle prépondérant, stimulés par un rebond probable de l'investissement résidentiel en raison d'une reprise temporaire des ventes de propriétés existantes et des mises en chantier au début du trimestre. D'autres types d'investissement devraient également connaître une croissance positive au T2. Il en est de même pour les consommateurs. Toutefois, les bons résultats attendus pour la consommation de biens et de services durables ne devraient pas se prolonger au T3.

**PIB réel par industrie (juin)** – Le PIB réel par industrie devrait avoir ralenti légèrement en juin après une hausse de l'activité en mai grâce au retour au travail des fonctionnaires en grève. À -0,1 % en juin 2023, la baisse prévue du PIB réel mensuel est légèrement plus optimiste que le résultat provisoire de -0,2 % de Statistique Canada. La faiblesse devrait se manifester à la fois dans les secteurs des biens et dans ceux des services. Du côté des biens, tous les indicateurs pointent vers une reprise de l'extraction minière, pétrolière et gazière en juin. Toutefois, le ralentissement de la construction et de la fabrication risque de contrebalancer l'amélioration. En ce qui concerne les services, les volumes du commerce de détail et de gros ont affiché des baisses notables au cours du mois, tandis que les autres secteurs semblent avoir connu un peu moins de difficultés. Ensemble, ces données indiquent une stabilité des activités liées aux services en juin. Somme toute, nous prévoyons une croissance trimestrielle du PIB réel par industrie d'environ 1,2 % sur une base annualisée au T2 2023. Concernant nos attentes quant au résultat provisoire de Statistique Canada sur la croissance du PIB réel en juillet, nous prévoyons actuellement une légère contraction en raison de la faiblesse du secteur des biens et de l'incidence de la grève qui touche les installations portuaires en Colombie-Britannique.


**OUTRE-MER**


**Chine : Indice PMI composite (août)** – La situation économique chinoise se détériore de plus en plus tandis que la déflation menace, que le commerce international ralentit et que la croissance du PIB réel au second trimestre a déçu. Ainsi, après quatre mois de baisse, nous prévoyons que les indices PMI reculeront de nouveau en août. Le gouvernement central multiplie toutefois les mesures d'aide afin de redresser l'économie, particulièrement du côté de la consommation et du marché immobilier, et cela pourrait faire rebondir certaines composantes.

**Zone euro : Indice des prix à la consommation (août – préliminaire)** – Comme dans la plupart des économies avancées, l'inflation a beaucoup ralenti en zone euro. D'un sommet de 10,6 % en octobre 2022, la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est tombée de moitié, à 5,3 %, en juillet. La baisse devrait se poursuivre en août. Du côté de l'inflation de base qui exclut les aliments et l'énergie, le recul est jusqu'à maintenant beaucoup moins prononcé et il sera intéressant de voir si le résultat d'août montre davantage d'amélioration par rapport aux récents sommets.

# Indicateurs économiques

## Semaine du 28 août au 1<sup>er</sup> septembre 2023

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
<b>ÉTATS-UNIS</b>						
<b>LUNDI 28</b>	12:30	Discours d'un vice-président de la Réserve fédérale, M. Barr				
<b>MARDI 29</b>	9:00	Indice S&P/Case-Shiller du prix des maisons (a/a)	Juin	nd	-1,70 %	-1,70 %
	10:00	Confiance des consommateurs	Août	116,3	110,0	117,0
<b>MERCREDI 30</b>	8:30	PIB réel (taux ann.)	T2d	2,4 %	2,4 %	2,4 %
	8:30	Balance commerciale de biens – préliminaire (G\$ US)	Juill.	-90,0	-87,6	-87,8
	8:30	Stocks des détaillants (m/m)	Juill.	nd	nd	0,7 %
	8:30	Stocks des grossistes – préliminaire (m/m)	Juill.	nd	nd	-0,5 %
	10:00	Ventes en suspens de maisons existantes (m/m)	Juill.	-0,9 %	nd	0,3 %
<b>JEUDI 31</b>	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	21-25 août	235 000	235 000	230 000
	8:30	Revenu personnel (m/m)	Juill.	0,3 %	0,3 %	0,3 %
	8:30	Dépenses de consommation (m/m)	Juill.	0,7 %	0,6 %	0,5 %
	8:30	Déflateur des dépenses de consommation				
		Total (m/m)	Juill.	0,2 %	0,2 %	0,2 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Juill.	0,2 %	0,2 %	0,2 %
		Total (a/a)	Juill.	3,3 %	3,2 %	3,0 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Juill.	4,2 %	4,2 %	4,1 %
	9:45	Indice PMI de Chicago	Août	44,1	43,0	42,8
<b>VENDREDI 1</b>	6:00	Discours du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, R. Bostic				
	8:30	Création d'emplois non agricoles	Août	170 000	155 000	187 000
	8:30	Taux de chômage	Août	3,5 %	3,5 %	3,5 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Août	34,3	34,3	34,3
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Août	0,3 %	0,3 %	0,4 %
	9:45	Discours de la présidente de la Réserve fédérale de Cleveland, L. Mester				
	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Juill.	0,5 %	0,7 %	0,5 %
	10:00	Indice ISM manufacturier	Août	47,0	47,0	46,4
	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Août	15 500 000	15 300 000	15 740 000
<b>CANADA</b>						
<b>LUNDI 28</b>	---	---				
<b>MARDI 29</b>	---	---				
<b>MERCREDI 30</b>	---	---				
<b>JEUDI 31</b>	8:30	Compte courant de la balance des paiements (G\$)	T2	-11,20	-12,80	-6,17
<b>VENDREDI 1</b>	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Juin	-0,2 %	-0,1 %	0,3 %
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T2	1,2 %	1,4 %	3,1 %

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT - 4 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins.

# Indicateurs économiques

## Semaine du 28 août au 1<sup>er</sup> septembre 2023

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
<b>OUTRE-MER</b>								
<b>LUNDI 28</b>								
Japon	1:00	Indicateur avancé – final	Juin	nd		108,9		
Japon	1:00	Indicateur coïncident – final	Juin	nd		115,2		
Zone euro	4:00	Masse monétaire M3	Juill.		0,0 %			0,6 %
Japon	19:30	Taux de chômage	Juill.	2,5 %		2,5 %		
<b>MARDI 29</b>								
Allemagne	2:00	Confiance des consommateurs	Sept.	-24,5		-24,4		
France	2:45	Confiance des consommateurs	Août	85		85		
<b>MERCREDI 30</b>								
Japon	1:00	Confiance des consommateurs	Août	37,4		37,1		
Italie	4:00	Confiance des consommateurs	Août	107,0		106,7		
Italie	4:00	Confiance économique	Août	nd		109,1		
Zone euro	5:00	Confiance des consommateurs – final	Août	nd		-16		
Zone euro	5:00	Confiance des industries	Août	-9,9		-9,4		
Zone euro	5:00	Confiance des services	Août	4,6		5,7		
Zone euro	5:00	Confiance économique	Août	93,5		94,5		
Allemagne	8:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Août	0,3 %	6,0 %	0,3 %	6,2 %	
Japon	19:50	Production industrielle – préliminaire	Juill.	-1,3 %	-1,4 %	2,4 %	0,0 %	
Japon	19:50	Ventes au détail	Juill.	0,9 %	5,5 %	-0,6 %	5,6 %	
Chine	21:30	Indice PMI manufacturier	Août	49,1		49,3		
Chine	21:30	Indice PMI non manufacturier	Août	51,0		51,5		
<b>JEUDI 31</b>								
Japon	1:00	Mises en chantier	Juill.		-1,3 %		-4,8 %	
Allemagne	2:00	Ventes au détail	Juill.	0,3 %	-1,4 %	-0,8 %	0,1 %	
France	2:45	Dépenses de consommation	Juill.	0,3 %	nd	0,9 %	-2,8 %	
France	2:45	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Août	0,7 %	4,6 %	0,1 %	4,3 %	
France	2:45	PIB réel – final	T2	0,5 %	0,9 %	0,5 %	0,9 %	
Italie	4:00	Taux de chômage	Juill.	7,4 %		7,4 %		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Août	0,4 %	5,1 %	-0,1 %	5,3 %	
Zone euro	5:00	Taux de chômage	Juill.	6,4 %		6,4 %		
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Août	nd	nd	5,3 %	6,0 %	
Japon	20:30	Indice PMI manufacturier – final	Août	nd		49,7		
<b>VENDREDI 1</b>								
Royaume-Uni	2:00	Prix des maisons – Nationwide	Août	-0,4 %	-4,9 %	-0,2 %	-3,8 %	
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Août	45,5		44,5		
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Août	46,4		46,4		
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Août	39,1		39,1		
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Août	43,7		43,7		
Italie	4:00	PIB réel – final	T2	-0,3 %	0,6 %	-0,3 %	0,6 %	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Août	42,5		42,5		

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure avancée de l'Est (GMT - 4 heures).